



19.025

**Für eine Schweiz
ohne synthetische Pestizide.
Volksinitiative**

**Pour une Suisse
libre de pesticides de synthèse.
Initiative populaire**

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.06.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.09.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.09.20 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 25.09.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**Bundesbeschluss über die Volksinitiative "für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide"
Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire "pour une Suisse libre de pesticides de synthèse"**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

... die Initiative anzunehmen.

Art. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

... d'accepter l'initiative.



Thorens Goumaz Adèle (G, VD): J'ai une sympathie particulière pour cette initiative en tant que Vaudoise, puisque pas loin de la moitié des signatures de ce texte, qui est parti pourtant d'un canton voisin, le canton de Neuchâtel, a été récoltée dans mon propre canton, le canton de Vaud. Cette initiative est fortement ancrée dans cette région.

Elle témoigne de la très forte inquiétude de la population en termes de santé publique et de protection de l'environnement face au danger que représentent les pesticides. Elle a été lancée par de simples citoyennes et citoyens, notamment des vignerons, des médecins ou des scientifiques. Je crois que c'est un signal très fort que d'avoir ces deux initiatives au même moment, toutes les deux parties de groupes citoyens et non pas de grandes organisations ou de partis.

Pourquoi est-ce que je vous demande, avec ma minorité, de recommander l'acceptation de cette initiative? Nous avons discuté tout à l'heure de l'initiative parlementaire 19.475 qui, quels que soient les éléments que nous y avons laissés ou que nous avons enlevés, reste dans le système de gestion des pesticides actuel. Elle tente d'en limiter les risques, mais elle ne remet pas en cause le système de gestion des pesticides que nous avons aujourd'hui. Or ce système, je pense qu'il faut accepter l'idée qu'il est en échec, qu'il est en faillite, et à tous les niveaux.

Au niveau des homologations des produits phytosanitaires d'abord, on ne tient pas compte de l'effet cocktail. On ne tient pas compte de l'impact à long terme, sur la santé publique et sur l'environnement, de petites quantités de substances. L'expérience montre, avec le retrait de nombreuses substances du marché, après parfois des décennies d'utilisation – que ce soit le glyphosate, le chlorpyrifos, le chlorothalonil, les néonicotinoïdes, tous ces noms compliqués sont des noms de substances qui ont dû être retirées du marché ou qui sont en train d'être retirées du marché – que le système d'homologation a été mis en échec. C'est-à-dire qu'on a découvert après coup que ces substances étaient en réalité problématiques.

Le système actuel est aussi en échec parce que nous ne respectons pas les normes que nous nous sommes nous-mêmes fixées pour les traces de pesticides, notamment dans les eaux potables. On en a parlé encore tout à l'heure. Nous dépassons les normes que nous nous sommes nous-mêmes imposées depuis des décennies dans le domaine des pesticides.

Ce système est aussi en faillite parce qu'il est parfois très difficile, une fois qu'on a décelé un problème avec certaines substances, de les retirer du marché. Certains des produits dont j'ai parlé tout à l'heure, notamment le glyphosate, sont l'objet de véritables scénarios de film ou de théâtre, avec des moments où l'on pense qu'ils vont être retirés, des recours, etc. C'est vraiment extrêmement complexe de faire accepter l'idée qu'il faut retirer certains de ces produits du marché. On voit que cela prend beaucoup de temps. Or, pendant tout ce temps, la santé publique et l'environnement sont exposés à des substances dont on a de fortes présomptions qu'elles sont dangereuses.

Et puis le dernier élément que j'aimerais encore citer comme un point dénotant un échec du système actuel, c'est la question de l'assainissement, avec notamment l'exemple du chlorothalonil. On voit aujourd'hui que ce produit est problématique. On a réussi à l'interdire, mais il est toujours présent sous forme de traces dans les eaux potables. La moitié des cantons de notre pays sont touchés par des dépassements de normes et, pour le moment, la seule réaction que nous avons eue de la part du Conseil fédéral, c'est de prolonger le délai d'assainissement pour cette substance, et donc d'exposer plus longtemps encore la population à une substance indésirable et problématique.

Ce que prévoit l'initiative populaire est donc tout à fait différent de ce que nous avons discuté dans le cadre du traitement de l'initiative parlementaire 19.475. Il ne s'agit pas de réduire les risques, il s'agit de changer de paradigme. Et c'est ce que je trouve intéressant dans le texte de l'initiative. Il s'agit de passer de l'agrochimie à l'agroécologie, il s'agit donc d'une véritable transition de notre agriculture, une transition que l'on pourrait comparer à celle que nous opérons en ce moment même avec la Stratégie énergétique 2050, où l'on passe d'un système énergétique basé en grande partie sur le nucléaire et les énergies fossiles à un système énergétique basé sur les énergies renouvelables. C'est une perspective de transition, de changement de paradigme, de changement de système: on passe d'un système que l'on juge obsolète, problématique et dangereux à un système qui est durable et respectueux de la santé humaine.

Avec, dans les deux cas, pour poursuivre la comparaison, une procédure similaire, c'est-à-dire l'idée d'un délai à partir duquel on va réaliser cette transition, qui se veut donc progressive.

Je ne vais pas vous dire énormément de choses sur les questions de biodiversité ou de santé publique – une autre le fera après moi, en particulier –, mais simplement vous rappeler que nous sommes dans une situation d'urgence en termes de pertes de biodiversité, urgence que l'on peut comparer à l'urgence climatique mais qui, malheureusement, n'est pas encore reconnue. C'est à cette urgence que

**AB 2020 S 816 / BO 2020 E 816**

les initiants et toutes celles et ceux qui ont signé ce texte, veulent répondre.

Je me limiterai à quelques mots sur la question qui se pose souvent quand on veut s'engager dans ce genre de transition profonde, à savoir: est-ce que c'est tout simplement possible?

Je vais partir du principe que vous êtes toutes et tous convaincus du fait qu'il y a urgence en termes de biodiversité et de santé publique, mais que le point de discussion est de savoir si cette transition est possible ou pas.

J'aimerais vous rappeler que, dans notre pays, dans des milliers de fermes – 7000 fermes biologiques – cette transition est déjà réalisée. Beaucoup d'agricultrices et d'agriculteurs travaillent déjà en s'étant émancipés des pesticides de synthèse. C'est 14 pour cent, tout de même, de la surface agricole utile. Ces paysannes et ces paysans nous montrent chaque jour qu'un type de production sans pesticides est possible et que ça fonctionne! Oui, il y a une baisse de rendement, c'est clair. Elle est évaluée à environ 20 pour cent – ce sont les chiffres de l'Institut de recherche de l'agriculture biologique. Mais je pense que cette baisse de rendement peut être compensée et qu'il y a des pistes pour y répondre. J'aimerais en citer trois.

Une première piste est la réduction du gaspillage: si on doit compenser une baisse de 20 pour cent du rendement liée à l'émancipation des pesticides, on pourrait commencer tout simplement à cesser de jeter à la poubelle 30 pour cent des aliments que nous produisons.

C'est une première piste, et je crois que c'est une piste simple et praticable que nous devons maintenant analyser. D'ailleurs le Conseil fédéral s'est fixé des objectifs dans ce domaine et je pense qu'en établissant une politique sérieuse de lutte contre le gaspillage, nous pouvons nous permettre d'être un peu moins sous pression en termes de productivisme.

Il y a un délai de dix ans pour réaliser cette transition. Une fois que l'on prend la décision ferme de l'entamer, comme on l'a fait pour les énergies renouvelables, eh bien on se donne les moyens d'investir dans l'innovation et de soutenir les milieux économiques concernés, en l'occurrence les agriculteurs, pour le sujet qui nous occupe ici. Je pense qu'une fois que l'on s'est fixé un objectif, même audacieux, même ambitieux – je conçois que c'est un objectif qui est ambitieux –, on se donne les moyens de l'atteindre, en investissant dans cette transition et en soutenant les acteurs économiques concernés.

Un troisième point que je voulais encore mentionner concerne les évolutions dans le domaine de la consommation. Je pense que nous sommes au-devant d'une transition également dans ce secteur, qui faciliterait probablement cette transition vers l'agroécologie. Actuellement, on assiste à une réduction progressive de la consommation de produits animaux. S'il y a une diminution des denrées issues de la production animale, les surfaces qui sont actuellement utilisées pour nourrir les animaux pourraient être utilisées pour nourrir les êtres humains.

C'est justement ce lien entre consommation et production que nous demandons notamment au Conseil fédéral d'étudier dans le cadre du postulat 20.3931, "Orientation future de la politique agricole", qui a été déposé par la Commission de l'économie et des redevances.

Voilà donc quelques pistes. On peut aussi objecter la question du prix. C'est vrai que, actuellement, le bio est plus cher que la production conventionnelle. On pourrait discuter des marges qui sont réalisées par certains commerces de détail dans ce domaine-là. Mais je me bornerai à vous citer simplement une étude de la Fédération romande des consommateurs, qui a examiné en détail les différents régimes alimentaires, le coût de ces différents régimes et le rapport entre bio et non-bio pour ces produits. Il s'avère qu'un régime bio flexitarien – qui est celui vers lequel nous devons tendre pour des raisons non seulement de santé publique, mais aussi de lutte contre le changement climatique – revient moins cher qu'un régime habituel – celui de la moyenne des Suisses actuellement – en non-bio. Donc il y a aussi une possibilité d'agir sur le prix en tenant compte de l'évolution des habitudes de consommation qui est déjà en cours. Je le répète, la population s'intéresse de plus en plus à réduire sa consommation de viande, à consommer local, à consommer des produits de saison et des produits bruts. Avec cette transition vers de nouvelles habitudes de consommation, on a aussi un impact sur le prix, ce qui fait que la production bio pourrait devenir économiquement acceptable pour les consommateurs. Permettez-moi de dire encore quelques mots sur cette initiative que je trouve particulièrement intéressante, en l'occurrence en ce qui concerne la prise en compte des importations. Dans le postulat 20.3931 que la Commission de l'économie et des redevances a déposé dans le cadre des discussions sur la Politique agricole 2022 plus, il est demandé de tenir compte des importations. Cette initiative le fait, elle tient compte des importations en définissant des règles qui sont valables tant pour l'importation que pour la production locale. En évitant toute discrimination sur ce point-là, l'initiative vise à protéger la production agricole locale contre le dumping écologique, ce qui, je pense, est particulièrement pertinent et important. Elle protège ainsi la santé



des consommateurs suisses, non seulement en adoptant une agriculture plus durable en Suisse, mais aussi en considérant l'impact des importations sur la santé publique des Suisses. Comme vous le savez, la Suisse importe aujourd'hui des produits alimentaires qui ont été traités avec des pesticides interdits dans notre pays, ce qui est particulièrement problématique – je crois que cela a été reconnu.

J'ai posé tout à l'heure la question de savoir s'il était possible d'adopter la perspective de cette initiative, et donc d'opérer une réelle transition d'un système de production agricole basé sur l'agrochimie à un système de production agricole basé sur l'agroécologie. Mais ne devrions-nous pas, chers collègues, nous poser la question inverse, qui est celle de savoir s'il est vraiment possible de continuer avec le système de production actuel? Combien de temps pouvons-nous continuer à travailler avec ce système agricole dépendant des pesticides? Nos eaux sont polluées, nos sols s'appauvrissent, le système pollinisateur est déjà perturbé. Dans ces conditions, le système de production que nous connaissons actuellement n'est pas durable, il ne peut pas se perpétuer sur le long terme. La vraie question que nous devons nous poser aujourd'hui est la suivante: ce système n'étant pas viable, par quel autre système pouvons-nous essayer de le remplacer?

Il n'y aurait pas plus de productivité, ni plus de rendements, ni un plus haut taux d'autoapprovisionnement dans un monde, dans une Suisse, où les eaux seraient définitivement polluées, où les sols seraient définitivement appauvris, et où le système pollinisateur ne fonctionnerait plus. Je pense que c'est à cette question-là que cette initiative nous force à faire face. C'est le mérite de cette initiative: d'une certaine manière, dans sa radicalité, elle nous permet de nous poser ces questions, et elle essaie d'y apporter une réponse. C'est ce qu'attendent des dizaines, des centaines, de milliers de citoyens.

Dans cette perspective que je vous recommande de soutenir ma proposition de minorité. Merci pour votre attention.

Mazzone Lisa (G, GE): Je me permets de prendre la parole avant de la céder à ma collègue Céline Vara. Je voudrais vous rendre attentifs à la phrase qui a conclu la prise de parole de Mme Thorens Goumaz. C'était "Merci pour votre attention". Or, l'attention était vraiment très mauvaise pendant sa prise de parole et, par respect non seulement pour elle mais aussi pour l'ensemble des personnes qui ont signé cette initiative, je vous prierais de mener les discussions à l'extérieur de la salle. Je vous remercie.

Vara Céline (G, NE): Je fais partie de celles et ceux qui sont mécontents, très mécontents du résultat insuffisant obtenu à l'issue des travaux parlementaires qui viennent d'être accomplis. Les propos qui suivent seront donc particulièrement durs envers le Parlement. Comme l'a mentionné Mme Thorens Goumaz, je viens du canton de Neuchâtel, ce canton qui fait ma fierté en raison du pourcentage le plus élevé de toute la Suisse de viticulteurs bios.

AB 2020 S 817 / BO 2020 E 817

Depuis 1970, la production mondiale a enregistré un accroissement massif à l'échelle planétaire dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la bioénergie. Parallèlement, la majorité des services écosystémiques – régulateurs et immatériels –, tels que l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, le stockage de carbone, l'aménagement et le maintien de sols sains ou encore la pollinisation, ont fortement diminué.

Il y a trois ans une étude de grande envergure, menée sur le long terme, a démontré que la biomasse des insectes avait accusé une baisse drastique de 76 pour cent depuis 1989, et ceci dans des zones de protection de la nature. Oui, vous avez bien entendu. Les zones étudiées présentaient des caractéristiques semblables au Plateau suisse. D'ailleurs, la situation est tout aussi alarmante en Suisse: 60 pour cent des espèces inscrites sur liste rouge sont en danger d'extinction. Les oiseaux insectivores des milieux agricoles ont désormais trop peu à manger. Leurs effectifs ont régressé de 60 pour cent depuis 1990. Nous sommes en train de détruire ce qui nous permet de vivre. A ce rythme, dans dix ou quinze ans, verra-t-on encore des oiseaux dans nos campagnes?

Discrètement, dans nos champs, dans nos rivières, nous semons la mort, tuant au passage le moindre organisme vivant, à pattes, à ailes ou rampant. Et nous les humains avalons chaque jour ce poison en buvant et en mangeant. Les cas de malformation chez les nourrissons ou de cancers inexplicables ne cessent d'augmenter. Tous les regards se tournent vers les pesticides de synthèse. La communauté scientifique indépendante prouve leur implication, et les résultats, connus de la commission européenne compétente, seront publiés prochainement.

En mai dernier, des chercheurs de l'Université de Berne ont étudié le taux de cancer chez les enfants, plus précisément le taux de tumeurs cérébrales, selon leur lieu d'habitation. Il s'avère que ce taux est significativement plus élevé dans deux régions de Suisse, notamment dans le Seeland – juste à côté de chez moi –, région totalement dévolue à l'agriculture. Les chercheurs penchent, entre autres facteurs, pour une influence



des pesticides. Malgré le déclin inexorable de la biodiversité, malgré le nombre incalculable d'études qui démontrent la toxicité des pesticides de synthèse pour tous les êtres vivants, malgré leurs traces dans nos sols et nos sources des dizaines et des dizaines d'années après leur utilisation, malgré les effets cocktail de ces nombreux produits mélangés sur notre santé, nous continuons d'autoriser l'utilisation de pesticides de synthèse dans notre pays. Et pourtant, avant leur arrivée sur le marché, il y a 50 à 60 ans, nous faisons sans. Ne voulant pas contribuer à cette hécatombe, un nombre toujours plus important d'agricultrices et d'agriculteurs démontrent chaque jour qu'il est possible de faire sans, en rejetant chaque jour un mode de production dit conventionnel et en choisissant de produire bio.

Et nous, décideuses et décideurs politiques, que faisons-nous pour sauver le vivant? Que faisons-nous pour préserver la santé de notre population? Nous proposons en guise de contre-projet une initiative parlementaire destinée à réduire l'impact de ces pesticides, sans pour autant les bannir. Nous tentons d'améliorer la situation, tout en voulant cohabiter avec les produits hautement toxiques. En clair, pour moi – qui fait partie de celles et ceux qui pensons que nous n'allons pas assez loin – il s'agit certes d'un premier pas, mais c'est un pas de fourmi. Nous avons d'ailleurs vidé cette initiative parlementaire des seules dispositions qui avaient un impact et un objectif clair. En clair, nous avons échoué. Nous avons cédé à la pression des lobbies qui s'enrichissent allègrement aussi longtemps que possible, avant qu'il n'y ait simplement plus rien à tuer, car les abeilles auront disparu, et les autres pollinisateurs avec elles. Nous avons lâchement privilégié le rendement et les intérêts de quelques-uns, à court terme, au lieu de privilégier le bien commun.

Non, cette initiative pour une Suisse sans pesticides de synthèse n'est pas radicale. Elle est aujourd'hui, plus que jamais, cohérente. Ce Parlement faillit dans sa mission de protéger le vivant pour les générations futures. Par son inaction, il fait la démonstration qu'une interdiction cohérente est la seule mesure qui nous protégera en temps utile et dans une mesure suffisante des risques pour notre santé, des conséquences pour les prochaines générations, des dommages biologiques causés à notre environnement et de la destruction de nos ressources en eau. Finalement, notre Parlement a fait la démonstration que seule l'initiative populaire est l'instrument adéquat pour enfin aller de l'avant.

Lorsque le débat porte sur les pesticides de synthèse, j'entends depuis plusieurs années déjà le même argument: la dose fait le poison. La dose n'est qu'un élément qui influe sur les conséquences négatives des pesticides de synthèse. La durée d'exposition et les effets de chevauchement – le fameux effet cocktail – sont totalement ignorés dans les débats sur les valeurs limites. En outre, même des doses minimales de pesticides peuvent avoir un effet dévastateur sur le système endocrinien humain.

Cet effet endocrinien a été étudié. Pour comparaison, on a pu constater que les valeurs cibles retenues dépassent plusieurs fois la concentration d'oestrogènes dans le corps d'une femme enceinte. Elles ont par conséquent un effet indéniable et sont très risquées.

Et pourtant, me direz-vous, les pesticides synthétiques sont soumis à une procédure d'autorisation! Malheureusement, force est de constater que, tant en Suisse que dans l'Union européenne, la procédure d'approbation a déjà prouvé à plusieurs reprises que la nocivité des substances actives approuvées dépassait l'évaluation initiale des risques, comme le démontrent de manière impressionnante les innombrables scandales et le retrait de dizaines d'autorisations de pesticides en quelques années.

Personne n'est dupe. Il existe aujourd'hui une forte influence de l'industrie sur l'approbation des produits. Quoi qu'il en soit, les conclusions quant à la nocivité peuvent tout au plus être conformes à l'état actuel de la science, ce qui est insuffisant en soi lorsque nous regardons vers l'avenir, et ce qui fait des pesticides de synthèse une source constante de danger pour les générations futures.

Ne devrions-nous pas plutôt privilégier le principe de précaution? Les détracteurs de cette initiative prétendent que la période transitoire de dix ans jusqu'à l'interdiction définitive est trop courte. Ce qui m'inquiète, c'est que l'on puisse imaginer que l'on va encore pouvoir utiliser ces produits toxiques pendant dix ans. Nous sommes dans une urgence, semblable à l'urgence climatique. Nous ne pourrions jamais faire renaître de leurs cendres les centaines d'espèces éteintes ou croire que, miraculeusement, la biomasse des insectes recommencera à croître rapidement lorsqu'il n'en restera déjà plus rien. Selon les experts, un producteur a besoin d'environ deux ans pour se convertir aux normes biologiques qui imposent, en plus de la renonciation aux pesticides de synthèse, de nombreuses autres conditions aux producteurs. Mais l'initiative n'a pas pour objectif une reconversion à la culture biologique. Le délai nécessaire devrait donc être encore plus court. Par ailleurs, une fois le délai connu, les responsables politiques que nous sommes devons mettre à profit cette période de transition pour adapter les pratiques de formation agricole, soutenir l'agriculture dans le processus de conversion, et se concentrer sur les projets de recherche à ce titre. Il existe de nombreux instruments à cet effet.

Ce n'est pas une fronde contre notre agriculture. Cette dernière n'est d'ailleurs responsable que d'une partie



du désastre sanitaire et écologique que représente l'utilisation de ces pesticides. L'initiative inclut tous les utilisateurs, y compris les entreprises et les particuliers.

Avec sa clause d'importation, elle garantit aux agriculteurs suisses l'égalité des droits avec les producteurs étrangers. C'est très important. Avec cette initiative, nous n'exposons pas les paysans suisses à une concurrence déloyale avec les paysans étrangers.

Cette initiative donne des impulsions pour d'autres mesures politiques visant à assurer durablement l'existence et le succès économique de l'agriculture nationale. Elle veille à ce que les efforts de milliers d'agriculteurs ne soient pas torpillés par l'influence de l'agriculture industrielle. Aujourd'hui, le constat est effarant. L'agriculture industrielle n'a pas tenu ses promesses. Preuve en est que dans notre pays, quatorze à quinze exploitations sont contraintes de mettre la clé

AB 2020 S 818 / BO 2020 E 818

sous le paillason chaque semaine. La pression de l'agriculture conventionnelle et des décennies de fausses incitations poussent l'agriculture suisse dans un abîme économique. Cette pression économique est exacerbée par l'influence des produits agrochimiques.

Cette initiative brise cette pression économique et la domination des produits agrochimiques. Elle augmente, au même titre, la transparence. En effet, les consommatrices et consommateurs sont maintenus dans l'ignorance. 60 pour cent de nos denrées alimentaires importées ne comportent aucune indication sur les pesticides de synthèse qu'elles contiennent.

L'initiative favorisera le développement de l'agriculture durable à l'étranger également. Aujourd'hui, nous assistons à un déséquilibre entre celles et ceux qui ont les moyens d'acheter une nourriture sans résidu de pesticides, et les autres. Est-ce acceptable pour un pays riche comme le nôtre? Ne devrions-nous pas tout faire pour que la nourriture saine soit accessible à toutes et tous en fixant un standard minimal à des aliments non nocifs pour la santé?

J'attendais du plan d'action visant à la réduction des risques et à l'utilisation durable des produits phytosanitaires de vraies réponses au défi que représente la sauvegarde de la biodiversité. J'attendais du paquet de mesures PA 22 plus des mesures drastiques, ambitieuses, à la hauteur des attentes de la population. C'est une grande, grande, déception. Les objectifs de réduction, pour autant que nous y arrivions un jour, si notre Parlement entend enfin s'emparer sérieusement de la question, ne répondent pas aux défis sanitaires et environnementaux. Ils ne répondent pas aux lacunes de la procédure d'approbation. Ils ignorent le rapport entre la dose et la durée de l'exposition, et ils ne traitent pas des effets de chevauchement potentiels dangereux. Non, Monsieur le conseiller fédéral, non, la Confédération n'est pas en train de réduire l'utilisation des pesticides. C'est faux.

Aucun plan de réduction des pesticides n'a atteint ses objectifs au cours des dernières décennies. Les Suisses et les Suissesses n'ont aucune garantie qu'il en sera autrement cette fois-ci. Si un objectif clair d'élimination des pesticides de synthèse n'est pas adopté, l'histoire se répètera. Cela nous démontre que cette initiative est la seule solution pour qu'enfin nous prenions le problème au sérieux. En effet, les errements parlementaires empêchent le monde économique et scientifique de se concentrer sur des solutions durables n'impliquant pas de traitements chimiques. Cette absence d'objectifs concrets de notre part entrave, par la même occasion, la vague d'innovations qui pourrait naître d'une interdiction systématique des pesticides de synthèse au cours de la période transitoire de dix ans demandée par les auteurs de l'initiative. Ce faisant, notre incapacité à agir torpille les développements potentiels et les solutions alternatives qui ne pourraient être encouragées et établies que si l'on mettait fin à la dépendance de la production alimentaire vis-à-vis de l'industrie chimique, et coupe délibérément court à une transition écologique qui se fait attendre, dans le but de maintenir les structures en place.

Jouons franc jeu: si nous continuons à débattre de valeurs limites, de stratégies agricoles et d'initiatives parlementaires avec aussi peu de résultats que maintenant, nous ne saurions prétendre nous engager sérieusement en faveur de la protection de la santé, de l'écologie ou du domaine social. A force de vouloir maintenir coûte que coûte le statu quo, nous maintenons notre agriculture sous la dominance de l'industrie chimique, tout en passant à côté des intérêts de la population.

Si nous voulons sincèrement lutter pour la vie et les générations futures, le soutien à l'initiative "pour une Suisse libre de pesticides de synthèse" est incontournable.

Français Olivier (RL, VD): Je dirai aux trois intervenants – mais en particulier à certaines intervenantes: Mesdames, je vous félicite pour votre engagement et pour la défense de vos idées. Toutefois, je ressens de votre part une agression à l'égard de nos pairs, tant ceux d'hier que ceux d'aujourd'hui. Vous faites croire que



les décideurs politiques qui sont aujourd'hui aux affaires, ou que ceux du passé, n'ont pas eu de préoccupations pour la santé d'autrui, et pour les habitants de ce pays. Personnellement, votre ton agressif m'indispose, tant vous avez été véhémentes à l'égard de nous tous, et aussi de ceux qui ont pris des décisions hier. Acceptez que certains d'entre nous estiment que votre initiative va trop loin – bien sûr, c'est votre droit de penser le contraire et je le respecte –, mais vous pouvez aussi accepter qu'il puisse y avoir des contre-propositions faites par des parlementaires, et en particulier des membres de la commission, voire même du Conseil fédéral.

Vous avez dit très clairement que rien n'a été fait dernièrement, et que rien n'a été fait aujourd'hui: c'est un mensonge. Je vous rappelle qu'au fil du temps, l'évolution de l'utilisation de pesticides par des agriculteurs démontre très clairement une diminution. Il y a aussi, de la part de la branche, une volonté d'apporter des solutions neutres. En cela, je ne peux pas accepter vos propos selon lesquels rien ne se fait.

Concernant le cycle de l'eau, la Suisse a été un exemple pendant très longtemps, mais elle a aussi fait des erreurs. Je parle d'erreurs qui ont été faites au sein de ce Parlement. Lorsqu'il a fallu lutter contre les micro-polluants, je me suis personnellement battu pour que l'ozonation ne soit pas utilisée, alors même que l'Institut fédéral suisse des sciences et technologies de l'eau recommandait encore ce traitement comme quelque chose de positif. Il a fallu faire des essais pour démontrer que cela était cancérigène. La disposition en question, chère Madame, date d'il y a moins de quatre ans. De grands spécialistes des universités – ces chercheurs auxquels vous faites référence –, pensaient que c'était la bonne solution, mais ils ont démontré, grâce à la recherche, qu'il fallait faire autrement. Et c'est en cela qu'il faut avoir un tout petit peu d'humilité par rapport aux recommandations que nous donnent les chercheurs qui nous accompagnent, au même titre qu'il faut aussi avoir de l'humilité par rapport à nos connaissances actuelles dans le domaine du coronavirus.

Vous avez raison sur un point, c'est que l'agriculture industrielle n'est sans aucun doute pas une réussite puisqu'elle a des conséquences très néfastes pour notre nature, mais ne fustigez pas tous les décideurs d'hier.

Aujourd'hui, on a des décisions à prendre, des décisions pour garantir, comme vous l'avez dit, le principe de précaution, avec des mesures à prendre par rapport aux dangers qui nous menacent, mais on doit également garantir la sécurité alimentaire de notre pays, comme cela a été réclaté très fortement par notre population il n'y a pas si longtemps. Dès lors il y a des solutions à trouver ensemble, mais ce n'est pas en nous agressant, comme vous l'avez fait, que l'on trouvera des solutions.

Hegglin Peter (M-CEB, ZG): Auf der einen Seite gratuliere ich meinen Kolleginnen Vara und Thorens Goumaz zum Einsatz für die Natur. Ich finde aber auf der anderen Seite auch, dass man zwischen dem Wünschbaren und dem Machbaren unterscheiden muss.

Auch ich war früher Biobauer und habe in dieser Tätigkeit versucht, den Einsatz von synthetischen Hilfsstoffen möglichst gering zu halten oder gar keine zu brauchen. Es ist aber so, dass nicht alles ohne synthetische Pestizide geht. Und da ist diese Formulierung in der Initiative eben nicht klar, man kann nicht klar abgrenzen, wo das synthetische Pestizid beginnt und wo es aufhört.

Ich nenne Ihnen zwei Beispiele: Ich habe noch immer viele Bienen, die Produktion ist erfolgreich. Die Bienen sind durch die Varroa-Milbe bedroht, einen Schädling, der die Biene befällt und aussaugt. Das führt dazu, dass Bienenvölker letztlich eingehen. Wenn man nichts dagegen unternimmt, nimmt die Varroa-Milbe überhand, so dass die Bienenvölker absterben; am Schluss gibt es vielleicht gar keine Bienen mehr. Welche Möglichkeiten bestehen nun, um diese Milbe zu bekämpfen? Es wird empfohlen, Ameisensäure zu verwenden, und dies in einer Dosierung, die nicht die Bienen, aber die Milben tötet. Ich gehe davon aus, dass diese Ameisensäure synthetisch hergestellt wird. Wenn man diese nicht mehr verwenden kann, gibt es kein anderes Mittel, um diese Milbe zu bekämpfen.

AB 2020 S 819 / BO 2020 E 819

Das zweite Beispiel betrifft den Umgang mit Nahrungsmitteln. Ich nehme das Beispiel Milch. Wenn Sie mit Milch arbeiten, wissen Sie: Milch ist ein sehr, sehr sensibles Nahrungsmittel. Wenn Sie Milch verkaufen, ist die Forderung, dass die Keimzahlbelastung sehr tief ist. Damit Sie diese Forderung erfüllen können, müssen Sie das Geschirr, die Maschinen mit synthetischen Mitteln reinigen. Wenn Sie das nicht machen, haben Sie das Risiko einer hohen Keimbelastung, oder auch die Haltbarkeit der Milch wäre tangiert.

Das sind einfach zwei Beispiele, die zeigen, dass es auf der einen Seite vielleicht wünschbar wäre, auf diese synthetischen Pestizide ganz zu verzichten, dass es aber auf der anderen Seite halt doch Anwendungsbeispiele gibt, in welchen Sie darauf zurückgreifen können müssen, sonst haben Sie einfach andere negative Auswirkungen. Das sind zwei Beispiele, die zeigen, dass die Initiative, wenn sie so hart umgesetzt würde, zu anderen, auch grösseren Problemen führen könnte.



Parmelin Guy, conseiller fédéral: J'ai déjà présenté la position du Conseil fédéral sur les deux initiatives, je la répète concernant la présente initiative en particulier.

Madame la conseillère aux Etats Vara, ces 20 à 25 dernières années, d'énormes progrès ont été faits grâce à l'abandon de différents pesticides. Aujourd'hui, même sans être bios, les vignerons n'utilisent plus d'acaricides, ni d'insecticides, mais ils recourent à la lutte par confusion sexuelle. La quantité d'engrais utilisé a diminué de presque quatre cinquièmes. Je vous invite à aller dans des exploitations qui ne sont pas certifiées bio, mais qui peut-être un jour pourraient passer en bio, pour voir les progrès qui ont été faits avec les mises en réseau. Vous avez parlé des oiseaux. Oui, il y a des problèmes avec la biodiversité. Je peux vous dire que dans ma région, tôt le matin, vous voyez des oiseaux qu'on ne voyait pas auparavant. C'est dû à l'évolution des mentalités des vignerons, en particulier, mais aussi des paysans.

Dans l'agriculture céréalière, le programme extenso sans insecticides, ni raccourcisseurs, ni fongicides fonctionne à plus de 60 pour cent. Le seul problème qui peut résulter de ce type de programme, c'est qu'au bout d'un certain nombre d'années la qualité de la protéine du blé baisse, en l'absence d'un cycle d'apport en nutriments, qu'ils soient chimiques ou non. On préfère à ce moment-là importer du blé produit dans d'autres pays qui, eux, utilisent ces produits, parce que le taux de protéines et la qualité de la protéine sont insuffisants.

J'ai entendu, dans mon ancienne fonction de commissaire-acheteur des blés, des meuniers dire qu'ils préféreraient importer du blé bio de France, qui est du bio parcellaire, c'est-à-dire que chaque année la parcelle de blé change. En Suisse, c'est après vingt années seulement. Mais au bout d'un certain nombre d'années, le cycle de qualité des protéines disparaît, ce qui donne lieu à d'autres problèmes. En l'absence de marché pour le blé, il y a donc encore un autre problème à résoudre.

Au niveau de la recherche, nous avons accompagné différentes évolutions en ce qui concerne Agroscope – vous allez en discuter prochainement. Le Parlement, avec l'appui du Conseil fédéral, a soutenu et soutiendra ces prochaines années, via l'octroi de moyens financiers, non seulement Agroscope, mais aussi l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL). Dans le sens de ce que vous souhaitez, des synergies sont développées entre le FiBL, Agroscope et l'EPFZ en vue de développer de nouvelles technologies qui sont prometteuses et doivent permettre de se libérer progressivement, lorsque c'est possible, des invasions de ravageurs que nous ne pouvons pas maîtriser.

Je pourrais allonger la liste des progrès faits ces dernières années. Il y a notamment le cas de la pyrale du maïs, un ravageur contre lequel il est possible de lutter en utilisant des trichogrammes, qui sont de petits hyménoptères. On arrive de la sorte, aujourd'hui, à obtenir 80 à 85 pour cent d'efficacité: c'est suffisant. Tous ces progrès ont été faits ces dernières années.

Mesdames et Messieurs, Madame Vara, je vous le dis: ce qu'on mange dans notre pays est sain. La nourriture que nous mangeons est saine, que cela vous plaise ou non. Elle est analysée régulièrement par les chimistes cantonaux. En ce qui concerne les denrées importées, si leur teneur en produits néfastes est trop élevée, elles ne sont – heureusement – pas mises sur les étalages. De ce côté-là, je crois qu'on peut aussi rassurer la population. Il y a encore des efforts à faire, mais les agriculteurs et le monde de la recherche font ces efforts, unissent leurs forces pour tâcher d'améliorer encore la situation.

J'en viens à l'initiative elle-même. On a parlé des problèmes d'hygiène qu'il pourrait y avoir, du problème du gaspillage alimentaire. Dans certains pays de l'Est, donc pas si loin de chez nous, les ravageurs s'attaquant aux stocks de céréales occasionnent jusqu'à 25 pour cent de pertes lorsqu'on n'y prend pas garde et qu'on n'utilise pas certains produits pour les tuer. On évite ces gaspillages chez nous. En cas d'acceptation de cette initiative, il y aura ces problèmes, qu'on le veuille ou non; elle nous expose au gaspillage contre lequel chacun d'entre nous veut lutter.

Aujourd'hui, depuis que le confinement est terminé et que les frontières ont été réouvertes, les gens retournent faire leurs courses à l'étranger. Si je suis votre raisonnement et si le Conseil fédéral suit votre raisonnement, j'en conclus que la manière dont est produite la nourriture à l'étranger est plus saine que celle qui existe en Suisse. Or, c'est loin d'être le cas.

La réalité des faits, c'est le prix. C'est le prix qui dicte ces comportements. Vous pouvez discuter avec des producteurs bios: ce sont des questions de prix, et ce sont des problèmes de marge avant tout qu'ils doivent affronter. Que cela vous plaise ou non, il faut voir les réalités du marché et les réalités de ce qui se passe dans ce pays. Votre initiative risque de renforcer ceci, parce que les gens, s'ils ont moins de choix et si les prix montent – puisqu'il y aura des coûts plus élevés pour produire, avec des pertes de rendement jusqu'à 20 pour cent, selon ce qui est prévu –, risquent de prendre leur voiture pour aller encore plus à l'étranger acheter leur nourriture. Je pense que le bilan écologique global, à la fin, sera encore plus mauvais que ce que l'on connaît aujourd'hui.

Voilà ce que je voulais dire. Le Conseil fédéral, le Parlement, les milieux de la recherche et de l'agriculture



essaient de travailler en commun pour diminuer la pression sur l'environnement. Cela se fait régulièrement. Il y a des progrès chaque année. Peut-être que les progrès ne sont pas suffisants. Dans le projet de Politique agricole 2022 plus dont – je le rappelle – le Conseil fédéral souhaite que nous discussions, il y a des pas supplémentaires dans la bonne direction; et ce n'est pas pour rien que même les associations de paysans bios et les associations IP-Suisse soutiennent ce projet et qu'elles demandent d'entrer en matière sur ce projet. Je crois qu'il faut faire preuve de pragmatisme et aller dans ce sens-là. Mais, dans ce cadre-là, je dois relever que l'initiative va beaucoup trop loin.

Je le répète, le Conseil fédéral vous propose de recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative sans contre-projet.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 28 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 9 Stimmen

(4 Enthaltungen)

Präsident (Stöckli Hans, Präsident): Da Eintreten obligatorisch ist, wird keine Gesamtabstimmung durchgeführt. Auch dieses Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung.

AB 2020 S 820 / BO 2020 E 820